



Tunisie

L'armée récolte le jasmin

La révolution du jasmin est devenue un symbole dans le monde arabe. Un soulèvement qui a mis fin à des années de dictature, mais dont l'aboutissement reste encore incertain. Les militaires qui ont redoré leur blason se présentent comme les garants de la transition démocratique.

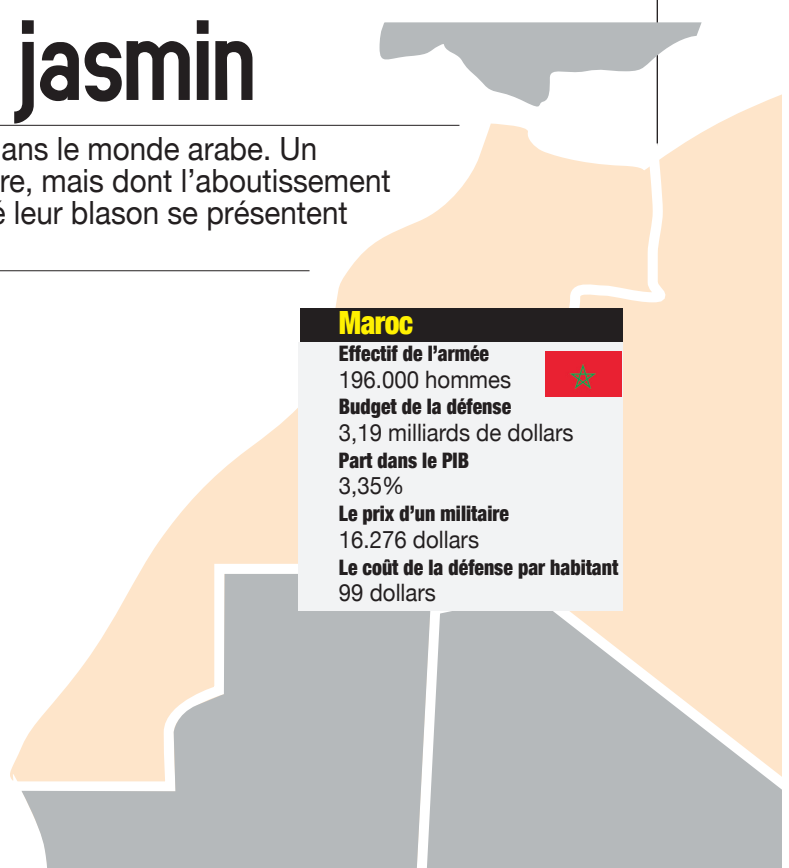
Après l'euphorie de la révolution, place au réalisme. La chute du régime de Ben Ali permettra-t-elle d'instaurer un régime démocratique tant espéré par les Tunisiens? Une chose est sûre, «*la Tunisie a vécu un moment de rupture et ne pourrait pas connaître le même système autoritaire à l'image de celui du président déchu*», souligne Lhoucine Aabouchi, professeur de sciences politiques à l'Université Qadî Ayyad à Marrakech. Néanmoins, des doutes planent encore sur l'avenir du pays après une révolution qui n'est pas sans rappeler celle du Mouvement des jeunes turcs, qui se sont soulevés contre l'autoritarisme du Sultan ottoman Abdul Hamid en 1909.

Révolution sans leader

Mais contrairement à l'expérience turque dirigée par Mustapha Kemal, le mouvement révolutionnaire tunisien a été le fait d'une population non encadrée, sans leadership clair. D'autant plus que l'opposition tunisienne a été affaiblie par l'ancien régime, ses principales figures étant exilées ou emprisonnées. Ce manque de leadership ne risque-t-il pas de mettre la destinée du peuple tunisien entre les mains de personnalités liées à l'ancien régime? La présence de ministres du régime de Ben Ali au sein du gouvernement d'alternance, à l'image du premier ministre Mohamed Ghannouchi ou le président du Parlement Fouad Mebazaa, laisse en effet planer ce doute. Néanmoins, certains observateurs estiment que leur participation au gouvernement répond à un besoin de continuité, pour éviter un vide

institutionnel, à l'image de ce qui s'était passé en Irak après la chute de Saddam Hussein. Surtout qu'il s'agit de «*personnalités expérimentées qui ont une grande connaissance des dossiers en cours*», note Aabouchi. Leur mission est d'asseoir les bases d'élections libres et transparentes. Mais pour répondre à cet objectif, le gouvernement de transition devrait ouvrir la porte à toutes les tendances politiques en Tunisie pour qu'elles puissent jouer un rôle dans l'avenir de leur pays. Il s'agit des communistes, des libéraux démocrates mais aussi des islamistes malgré les réticences que soulève leur éventuelle entrée dans le jeu politique. Cela passe par la mise en place d'une nouvelle Constitution qui garantit un équilibre des pouvoirs, et qui consolide tous les acquis démocratiques du pays. Les détenus politiques devraient également être libérés

afin que l'espace politique tunisien puisse récupérer des figures charismatiques de son opposition décimée par l'appareil policier de Ben Ali. L'armée tunisienne est également considérée comme un élément clé de la nouvelle configuration du pouvoir en Tunisie. Elle jouit actuellement du respect de la population, parce qu'elle a «*confirmée son patriotisme en adoptant une position de neutralité et a refusé d'intervenir pour réprimer les manifestants*», explique le politologue. Son chef d'état-major, le général Rachid Ammar, représente l'une des figures de la nouvelle ère. Même après la chute du régime, les militaires n'ont pas été tentés par la prise du pouvoir et la confiscation de la révolution. Cela se comprend par la nature apolitique de l'armée tunisienne contrairement à celle du voisin algérien. Elle a aussi été marginalisée par le régime de Ben Ali qui



Maroc

Effectif de l'armée
196.000 hommes

Budget de la défense
3,19 milliards de dollars

Part dans le PIB
3,35%

Le prix d'un militaire
16.276 dollars

Le coût de la défense par habitant
99 dollars



Tunisie

Effectif de l'armée
35.500 hommes 


Budget de la défense
550 millions de dollars

Part dans le PIB
1,38%

Le prix d'un militaire
15.493 dollars

Le coût de la défense par habitant
52 dollars

Algérie

Effectif de l'armée
147.000 hommes 


Budget de la défense
5,3 milliards de dollars

Part dans le PIB
3,29%

Le prix d'un militaire
36.054 dollars

Le coût de la défense par habitant
155 dollars

Libye

Effectif de l'armée
76.000 hommes 

Budget de la défense
800 millions de dollars

Part dans le PIB
2,15%

Le prix d'un militaire
10.526 dollars

Le coût de la défense par habitant
127 dollars

Egypte

Effectif de l'armée
468.000 

Budget de la défense
4 milliards de dollars

Part dans le PIB
2,15%

Le prix d'un militaire
8.547 dollars

Le coût de la défense par habitant
51 dollars

reposait son pouvoir sur l'omniprésence de son appareil policier. Cette ancienne configuration sécuritaire risque de peser lourd sur l'avenir démocratique de la Tunisie, dans la mesure où le départ du président déchu ne signifie pas forcément la déconfiture de son système qu'il a soigneusement ficelé au fil des années. Car, l'autoritarisme comme mode de gouvernement laisse nécessairement des séquelles. Durant plusieurs années, Ben Ali «régnait» presque sans partage sur le pays qu'il a transformé en Etat policier où est interdite toute liberté d'expression. Indéboulonnable depuis 1987, il ne pouvait être délogé de son fauteuil de président à vie que par un coup d'Etat, ou une révolution populaire. En libérant les Tunisiens d'un système de dictature, la révolution du jasmin a inspiré d'autres peuples de la région. Et les régimes en



Rachid Ammar

L'homme de la nouvelle ère

C'est le nouvel homme fort de la Tunisie. Rachid Ammar, chef d'état-major de l'armée de terre, se positionne comme l'une des figures de la nouvelle ère. Il est respecté par la population à cause de son refus de réprimer les civils lors des manifestations qui ont éclaté

dans les différentes villes. Il a été limogé par le président déchu pour sa position intransigeante, avant d'être rétabli dans ses fonctions par le premier ministre, Mohamed Ghannouchi, quelques jours plus tard. La neutralité de l'armée qui n'a pas été tentée par une prise du pouvoir

lui a valu l'estime du peuple tunisien, qui y voit l'un des éléments moteurs de la Tunisie après Ben Ali. Ce qui a permis à l'institution militaire de redorer ses blasons et accéder à un statut privilégié après sa marginalisation pendant des années par l'ancien régime.

(Source: L'année stratégique 2011)



place craignent un effet domino qui pourrait leur coûter leur place de leader.

La particularité marocaine

Au Maroc, ce risque de contagion est écarté dans la mesure où le problème de légitimité ne se pose pas. L'institution monarchique est considérée comme un élément fédérateur, et les Marocains considèrent le Roi comme le garant de la stabilité. Même lors des protestations sociales, les manifestants réclament l'intervention du Souverain pour la résolution des problèmes. Les drapeaux du Maroc et les photos du Roi sont omniprésentes lors des manifestations. La stabilité politique du Maroc est également le résultat du choix établi dès le départ pour une orientation pluraliste. A cela s'ajoute une unanimité sur les fondamentaux de la philosophie constitutionnelle, à savoir la monarchie, l'islam et le pluralisme.

Ce qui permet au Maroc de se présenter comme un modèle «salué par Iyadh Ben Achour, l'actuel président de la commission chargée de réformer les textes de loi en Tunisie, lors d'une récente rencontre académique au Maroc», fait savoir Aabouchi. Mais contrairement au Maroc, d'autres régimes de la région se soucient de leur avenir face à la montée de la colère des peuples. S'apercevant du danger qu'il encourt, Mouammar Kadhafi a été le premier à exprimer son regret du sort réservé à son voisin Ben Ali. Les longues années à la tête de la Libye ont fait oublier au colonel qu'il avait pris le pouvoir par un coup d'Etat, qu'il qualifiait justement de révolutionnaire. Mais actuellement, il craint un effet la contagion qui pourrait provoquer un soulèvement populaire. Sauf que la configuration du pouvoir en Libye n'a rien de comparable avec celle de la Tunisie. Kadhafi base en effet son

pouvoir sur un subtil équilibre des alliances tribales. La manne pétrolière lui permettant d'assurer la paix sociale. Ce qui n'est pas le cas en Algérie où les revenus des hydrocarbures profitent à une minorité de privilégiés. Ce qui met le régime de Bouteflika dans une mauvaise posture face aux récurrents mouvements de protestation. Surtout que le pays reste encore fragilisé par les séquelles de la guerre civile des années 90, et que «les conditions sociales de la population y sont plus difficiles qu'en Tunisie», selon Aabouchi. En dépit des apparences de république démocratique, «l'Algérie est un régime où l'armée est omniprésente», note le politologue. En verrouillant l'espace d'expression politique, les autorités optent pour des méthodes que l'on retrouve «dans toutes les dictatures pour faire face aux revendications», explique Aabouchi. Il s'agit notamment de la propagande,

 Maroc	 Algérie	 Tunisie	 Libye	 Egypte
 <p>S.M Mohammed VI</p> <p>Au Maroc, le Roi Mohammed VI fait l'objet de l'unanimité. L'institution monarchique est considérée comme un élément fédérateur d'une vie politique marquée par l'ouverture et le pluralisme. Le rôle central de la monarchie a garanti en outre la consolidation du processus démocratique à travers des réformes législatives des principaux textes relatifs à la vie politique.</p>	 <p>Abdelaziz Bouteflika</p> <p>En Algérie, le président Bouteflika, classé à la 7e place du Top 10 des dictateurs du monde, est à la tête d'un régime autoritaire, appuyé par l'armée. Ce sont en effet les militaires qui contrôlent la vie politique et appuient le président, régulièrement réélu à plus de 90%. Le régime algérien assoit également son pouvoir sur l'hégémonie du parti présidentiel, le FLN, qui tire sa légitimité de la lutte pour l'indépendance.</p>	 <p>Zine El Abidin Ben Ali</p> <p>Zine El Abidin Ben Ali occupait la 4e place dans le Top 10 des dictateurs du monde. Il a transformé la Tunisie en Etat policier où est exclue toute liberté d'expression. Il s'appuie dans sa politique sur le ministère de l'Intérieur qui constitue l'ossature de l'appareil sécuritaire. Son pouvoir reposait aussi sur l'omniprésence de son parti, le RCD, qui constitue un passage obligé pour toute personne ayant des ambitions au sein de l'appareil étatique.</p>	 <p>Mouammar Kadhafi</p> <p>Porté à la tête de la Libye en 1969 suite à un coup d'Etat militaire, Mouammar Kadhafi a su se maintenir dans son poste en maniant avec subtilité le jeu des alliances tribales. Il a renforcé sa position en inventant sa propre doctrine politique développée dans son Livre vert. Le régime libyen, caractérisé par une grande personnalisation, risque de souffrir d'un vide institutionnel après la disparition du Guide de la révolution.</p>	 <p>Hosni Mubarak</p> <p>Après trois décennies à la tête de l'Egypte, Hosni Mubarak, est fragilisé par des soucis de santé. Du haut de ses 82 ans, il continue de gérer le pays d'une main de fer, appuyé par l'armée. D'ailleurs, le pouvoir en Egypte est détenu par les militaires depuis la révolution qui a renversé le régime monarchique. Gamal, le fils du président, est pressenti pour lui succéder à la tête de l'Etat, malgré les protestations de l'opposition.</p>

Les régentes de Tunis

Depuis l'indépendance, les Tunisiens semblent contraints de subir l'autoritarisme de leurs présidents... et de leurs épouses. Ben Ali et avant lui Bourguiba, ont tous les deux eu presque le même sort. Le premier a chassé le second du pouvoir pour des «raisons de santé». Depuis, il ne veut plus quitter son fauteuil jusqu'à son renversement. Les deux ont été également chassés à cause de la cupidité de leurs épouses. Les jeunes tunisiens ont investi la rue pour dénoncer l'accaparement des richesses par Leila Trabelssi et



Leila Trabelssi



Wassila Ben Ammar

sa famille, alors que leurs parents avaient assisté au développement de la fortune de la famille de Wassila Ben Ammar, l'épouse de Bourguiba, le père de l'indépendance

mais surtout du détournement de l'attention des populations vers des dossiers extérieurs, comme c'est le cas pour l'affaire du Sahara. Les derniers événements de Laâyoune témoignent de cette instrumentalisation d'événements extérieurs par le régime algérien. L'objectif était de déstabiliser le Maroc qui connaît un développement soutenu et une amélioration des conditions de vie, même s'il n'est pas aussi bien doté par la nature que son voisin de l'Est. Une croissance qui crée des problèmes à la caste dirigeante à Alger, confrontée à la montée des manifestations contre l'injustice de la distribution des richesses. Mais le Maroc, contrairement à ses voisins, «arrive à régler ses problèmes grâce à un réalisme politique et un traitement rationnel», conclut le politologue. ■

M. A.M.



Le blocage médiatique n'a pas empêché les jeunes tunisiens de jeter les bases de la révolution du jasmin. Ils ont fait des réseaux sociaux leur principal canal d'information, pour fédérer la population et permettre à l'opinion publique locale et internationale de suivre l'évolution des manifestations.



Mohamed Ghannouchi, l'une des figures de l'ancien régime, dirige le gouvernement de transition chargé de la préparation des conditions de la tenue d'élections libres et transparentes.



«L'hypocrisie, dans la nature des systèmes»



Interview

Thierry De Montbrial

Fondateur directeur général de l'Institut français des relations internationales (IFRI), fondateur de la World Policy Conference.

➔ **La communauté internationale agit souvent de manière inégale vis-à-vis des Etats commettant des exactions contre leurs populations. Est-elle finalement hypocrite?**

Thierry De Montbrial: Je préfère parler de «société internationale», qui reste organisée autour des Etats, car il n'existe pas de véritable communauté internationale. Et il s'agit d'un ensemble composite hypocrite par nature. L'hypocrisie est dans la construction même du système! Les Etats interagissent en fonction de nombreux critères, basés évidemment sur leurs intérêts, tels que les dirigeants les conçoivent. Leurs discours sont souvent adressés à l'opinion publique interne. Les Etats-Unis et la France sont les seuls pays au monde qui essaient souvent de s'adresser aussi à des opinions publiques au-delà de leurs frontières.

Sans législation internationale, l'ingérence dans les affaires internes des Etats se fait au gré des intérêts des uns et des autres. **Pour Thierry De Montbrial l'hypocrisie est dans la nature des relations internationales.**

On ferme volontiers les yeux sur les lapidations dans certains pays, mais on s'offusque devant le cas de l'Iranienne Sakineh. On vilipende Laurent Gbagbo pour avoir osé s'attacher mordicus à un pouvoir enivrant, alors que les présidents à vie sont légion. On se proclame garant du respect des droits de l'homme et on se tait devant des tyrans qui répriment leurs peuples dans le sang, comme ce fut le cas en Tunisie et en Algérie... Décidément, tout

n'est qu'un jeu de pouvoir et d'intérêt. «L'interdépendance plus marquée des Etats et l'émergence du principe de solidarité ne laissent plus aujourd'hui aux Etats le droit à l'indifférence», note Abdelhak Azzouzi, président du Centre marocain interdisciplinaire des études stratégiques et internationales. Certes, la pression des opinions publiques se fait de plus en plus forte, mais les intérêts des Etats l'emportent toujours. ■

A. N.

➔ **Dans quels cas l'ingérence de la «société internationale» dans les affaires internes d'un pays est-elle légitime ou justifiable?**

La notion d'ingérence en matière juridique ne fait l'objet d'aucun accord international.

Et malheureusement, dans les cas de carnages ou de guerres en Afrique, par exemple, les tentatives d'application du droit d'ingérence ne sont pas, dans l'ensemble, couronnées de succès. Elles se heurtent souvent aux résistances locales et aux accusations systématiquement

ques d'impérialisme ou de néocolonialisme.

C'est une notion qui sur le plan intellectuel est assez attirante, mais en pratique son application est extraordinairement difficile. La seule région dans le monde où la notion d'ingérence est reconnue c'est l'Union européenne.

Car il s'agit d'un ensemble régional où les pays reconnaissent volontairement la légitimité du partage de souveraineté. Je suis convaincu que cette approche tendra à se généraliser, mais ça prendra sans doute beaucoup de temps.

► **A votre avis pourquoi un tel acharnement sur Laurent Gbagbo, alors que d'autres chefs d'Etat refusent de quitter le pouvoir?**

La Côte d'Ivoire, avec le Sénégal, était considérée pendant des décennies comme un pays modèle au sein de l'Afrique francophone, citée en exemple pour sa prospérité économique et son modèle de gouvernance.

C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles on s'intéresse de plus près à ce pays aujourd'hui. Par ailleurs, cette attention n'émane pas seulement des puissances ex-coloniales ou occidentales comme l'affirme Gbagbo. Puisque les pays africains eux-mêmes, à travers l'Organisation de l'Unité africaine, se sont alignés

sur le point de vue du Conseil de sécurité de l'ONU. Même la Russie a réagi de la même manière. D'ailleurs, c'est la première fois de l'histoire de l'ONU que le Conseil de sécurité prend une position de ce type sur un problème intérieur d'un Etat. Il faut bien commencer quelque part!

► **En revanche, pour les répressions en Tunisie et en Algérie, les réactions ont été complaisantes...**

Le problème c'est que plus on est près, plus il est difficile de parler. La France, par exemple, était quand même une puissance coloniale. Par conséquent, il ne lui est pas facile de ménager les susceptibilités et les opinions publiques. C'était le même cas pour les Etats-Unis à l'époque des dictatures latino-américaines. Les Américains, très proches, étaient relativement complaisants.

Il y a un effet de proximité et d'histoire qui joue. Il y a évidemment des jeux d'intérêt aussi, mais ça va quand même au-delà. Pour caricaturer un peu, ceux qui sont près ne parlent pas ou peu en raison de l'héritage de l'histoire. Et ceux qui sont loin parlent peu car ça ne les intéresse pas beaucoup! Par exemple, pour l'ensemble des enjeux américains, la Tunisie ne pèse pas tellement. Le cas de l'Algérie est, en revanche, un peu différent, car elle regorge de ressources pétrolières.

► **C'est un peu le cas de l'Arabie Saoudite...**

L'Arabie Saoudite se trouve au cœur du système d'intérêt occidental. Il existe donc un pacte implicite entre ce pays, le seul au monde dont l'appellation officielle comporte le nom d'une dynastie, ce qui est assez extraordinaire, et les Etats-Unis. Le



Face à l'interdépendance accrue des Etats, si l'on ne construit pas de mécanismes de régulation, le système risque d'exploser.

pacte originel c'est que l'Arabie Saoudite garantit la livraison de pétrole et intervient dans le processus de sécurité de la région. En contrepartie, les pays occidentaux la soutiennent et ne la titillent pas sur ses affaires internes. Toutefois, dernièrement, les choses évoluent beaucoup en Arabie Saoudite, dans le bon sens.

► **On tend de plus en plus vers la multipolarisation du monde. Qu'en sera-t-il de la gouvernance mondiale?**

Nous sommes condamnés à approfondir cette gouvernance mondiale, c'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai créé la World Policy Conférence, qui a eu lieu ces deux dernières années à Marrakech. Face à l'interdépendance accrue des relations internationales, si l'on ne construit pas en même temps des mécanismes de régulation, le système risque d'exploser. Si la multipolarisation, qui est un fait subtil car les pôles peuvent changer, ne s'accompagne pas d'une coordination suffisante, elle risque de se terminer dans les drames. ■

Propos recueillis par Ahlam NAZIH

“ L'UE est
La seule région
dans le monde
où la notion d'in-
gérance est re-
connue. ”



Economies du Maghreb

Pourquoi le Maroc est différent



Après la révolution tunisienne et les tensions sociales inhérentes, **les modèles économiques des pays de la région sont, plus que jamais, remis en cause. Le Maroc, malgré ses difficultés, semble le seul à adopter des choix stratégiques cohérents, et à garder des fondamentaux équilibrés.**

Personne n'imaginait que le modèle économique tunisien, tant encensé, finirait par mener à une crise sociale sans précédent.

Le pays du jasmin a-t-il fait les mauvais choix? Tout comme le Maroc, la Tunisie a opté pour le modèle libéral. Elle a, ainsi, axé son économie sur la spécialisation dans des exportations agricoles et manufacturières. En outre, depuis les années 90, le pays a adopté une politique de dinar faible,

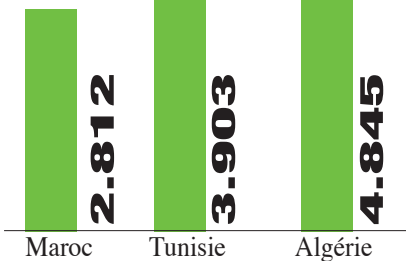
destinée à doper ses exportations et renforcer sa compétitivité. Tourné vers l'extérieur, la Tunisie, est devenue, de ce fait, fortement exposée aux fluctuations de la demande étrangère. «*Ces choix présentaient des risques liés au manque de diversification, aggravés par le taux d'ouverture*», note l'économiste et consultant au BIT, Saâd Belghazi. «*Le modèle tunisien d'insertion dans l'économie mondiale pose problème, dans la mesure où il combine des*

éléments d'ouverture totale, et un modèle protectionniste inadapté pour une économie de petite taille», relève, quant à lui, l'économiste Omar Aloui.

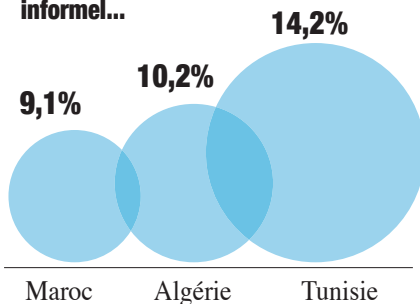
La Tunisie a donc automatiquement souffert de la contraction de la demande de biens manufacturés, due à la crise internationale. Sans compter la flambée des matières premières et des prix des céréales que le pays importe massivement. Ces dernières années, le pays, privilégiant les gains de productivité, réalisait des taux

Source: Années stratégiques 2011, IRIS.

La révolte tunisienne est loin d'être due à la misère. Le PIB/habitant (en dollars) de la Tunisie est parmi les plus importants de la région.

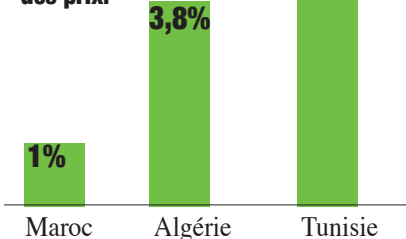


Le Maroc souffre moins du chômage que ses voisins. Notamment en raison de l'emploi agricole et informel...



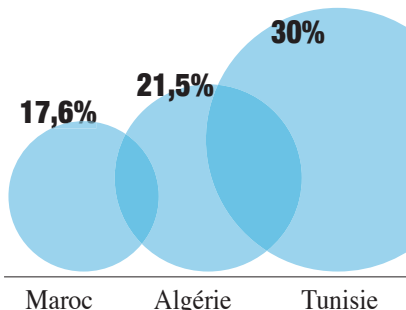
Source: FMI, 2009.

Mais l'inflation y demeure maîtrisée grâce aux mécanismes de stabilisation des prix.



Source: Banque Mondiale, 2009.

Le chômage des jeunes de 15 à 29 ans, bat des records depuis des années en Tunisie.



Source: Centre Carnegie pour le Moyen-Orient, 2008

de croissance appréciables (3,1% en 2009), mais insuffisants pour absorber le surplus de main d'œuvre sur le marché. Le taux de chômage avoisine aujourd'hui les 15% (rapport 2010 de la Coface), contre 9,1% au Maroc et plus de 10,2% en Algérie (selon les statistiques du FMI de 2009). Celui des jeunes est encore plus grave, il serait de plus de 31%, pour près de 17,6% au Maroc et 21,5% en Algérie (Banque mondiale, 2008).

L'informel à la rescousse

Contrairement au Maroc, l'emploi agricole et les activités informelles, sévèrement combattues, demeurent faibles. Ce qui n'a pas permis de soulager la pression sur le marché de l'emploi. C'est d'ailleurs à cause de la confiscation de la charrette du jeune diplômé (Mohamed Bouazizi) contraint de devenir marchand ambulant que la révolution du peuple a éclaté.

L'emploi informel en Tunisie est estimé à 42%, contre 65% au Maroc. L'emploi agricole, lui, est de 18%, (40% au Maroc). La surcharge fiscale exercée sur la main d'œuvre qualifiée ayant poussé les entreprises à opter pour des employés moins qualifiés, a également intensifié les tensions sociales. Par ailleurs, le taux d'inflation, malgré les politiques de stabilisation, est plus ou moins élevé. Soit 3,8% en 2009, contre 1% au Maroc (5,7% en Algérie). Face à cette situation, combinée aux inégalités sociales de plus en plus apparentes, et au sentiment de marginalisation de la classe moyenne et des jeunes diplômés, les choses ne pouvaient qu'empirer. «*Je ne pense pas que la défaillance provienne du modèle ou de la stratégie de croissance adoptée par l'Etat tunisien, mais plutôt des conditions externes et internes de sa mise en œuvre*», souligne toutefois Belghazi. «*La Tunisie doit définitivement abandonner les leviers de*

dirigisme économique, qui n'a profité qu'aux élites», insiste Aloui. «*Si elle arrive à développer un modèle social plus efficace, nous serons tous gagnants*», rajoute-t-il.

Les conditions socioéconomiques au Maroc ne sont pas bien loin de celles observées en Tunisie. Le Royaume est aussi dépendant de ses exportations en phosphate, produits agricoles et textiles, même si un effort considérable de diversification vers des biens industriels et des services a été opéré. Néanmoins, le pays est moins impacté par les fluctuations externes, grâce notamment à la vigueur de sa demande interne. Ses fondamentaux financiers maîtrisés, son climat d'affaires amélioré et son système bancaire performant en font, en outre, l'une des destinations privilégiées des IDE dans la région Mena et le continent africain. A travers à sa politique de subvention des produits de première nécessité, visant à soutenir le pouvoir d'achat, et à l'emploi agricole et activités informelles permettant de soulager le marché de l'emploi, le Maroc réussit à tirer son épingle du jeu. Cependant, le chômage des jeunes, notamment des diplômés, reste alarmant. Par ailleurs, les inégalités sociales entre les régions sont palpables.

Le paradoxe algérien

Ce qui mène de temps à autre à la montée des tensions sociales, comme ce fut le cas dans la région de Sidi Ifni et de Sefrou. Le pays n'est donc pas à l'abri de perturbations majeures. Néanmoins, on y respire un peu plus en matière de liberté d'expression, de droits de l'homme et de libertés syndicales.

Le modèle algérien quant à lui semble cumuler les paradoxes! Après une première expérience dans l'économie planifiée durant les années 60 et 70, le pays a basculé vers l'économie du marché durant les Années 80. Une période durant laquelle l'Etat s'est lancé dans une large

politique d'industrialisation déficiente, qui a tout bonnement échoué. Ce qui le mène à s'en remettre aux plans d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI durant les années 90, avec toutes les conséquences sociales désastreuses qu'on leur connaît. A partir des années 2000, le pays de Bouteflika profite de la montée en flèche des prix des hydrocarbures qui représentent l'essentiel de ses exportations.

Scandales

Ce qui lui permet de balayer sa dette extérieure et de constituer des réserves de change de pas moins de 150 milliards de dollars. L'Etat décide, par ailleurs, de s'engager dans la libéralisation de son économie, en s'engageant dans un accord d'association avec l'UE et en entamant des négociations pour l'adhésion à l'OMC (toujours en cours).

On a également lancé des campagnes de privatisations d'entreprises publiques, qui ont débouché sur une série de scandales financiers. Des plans de développement estimés à des centaines de milliards de dollars ont, en outre, été déployés durant la dernière décennie, mais n'ont pas donné de résultats probants. Ayant basé son développement sur une économie de rente, et bénéficiant de très peu d'IDE, le pays a connu une montée du chômage (10,2% en 2009, selon les chiffres officiels), notamment celui des jeunes (21,5%), et une hausse croissante des importations. Pour y remédier, en 2009, l'Etat a tout bonnement interdit les crédits à la consommation, et a même décidé, dans un esprit antilibéral, de créer des entreprises publiques. Pour certains, la planification économique de l'Algérie semble pour le moins tâtonneuse... Crise de logement, crise d'emploi, inégalités dans la distribution des revenus de la manne pétrolière, hausse des prix des denrées de base, un Smig ne couvrant que 26% des besoins minimaux

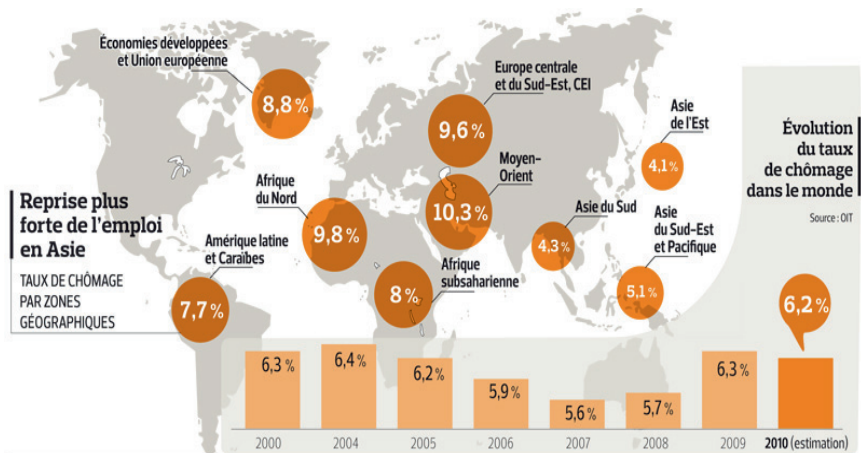
des ménages, répression,... tous les ingrédients de la crise sociale en Algérie sont là. D'ailleurs, récemment les émeutes se sont multipliées. La dernière en date a coûté à l'Etat 537 millions d'euros en subventions et exonérations fiscales destinées à faire baisser les prix des denrées de base. La Lybie, quant à elle, depuis la levée de l'embargo imposé par l'ONU en 2003, s'est engagée dans la voie de la libéralisation de son économie, et a pris plusieurs mesures. Dont des privatisations d'entreprise publiques, la mise en place de zones franches ainsi que d'une Bourse des valeurs, négociations avec l'OMC et l'UE, etc. Mais son économie reste fortement dépendante des exportations de pétrole. Son taux de chômage est également important, soit 20,7% en 2009. La Mauritanie, pour sa part, dispose d'un tissu économique faible, basé principalement sur des activités primaires (élevage, pêche, exportations de pétrole, ...). Son taux de

chômage dépasse aujourd'hui les 30%. En 2009, son taux de croissance a été de -1,1% selon la Banque mondiale.

Chacun des pays du Maghreb dispose de son lot de déficiences politico-économiques, qui ne pourraient être corrigées que par le biais d'une forte volonté populaire. L'exemple de la Tunisie l'a bien prouvé. Tant que les régimes en place ne se remettent pas en question il semble difficile de progresser convenablement sur les chantiers économiques. Actuellement, les chefs d'Etats arabes songent à la création d'une union douanière d'ici 2012 et d'un marché commun à l'horizon 2020. Comment construire un projet prometteur sur la base de modèles défectueux et des régimes corrompus? L'expérience avortée de l'Union pour le Maghreb arabe en est la preuve patente... Mais si la Tunisie réussit sa transition, elle serait un modèle pour l'ensemble de la région. ■

A. N.

Et dans le monde...



Depuis l'éclatement de la crise en 2007, le chômage continue de battre des records dans le monde (205 millions de personnes en 2010). Près de 55% de la hausse

de chômage a été observée dans les économies développées, selon le dernier rapport du BIT. L'Asie enregistre les taux les plus bas, mais le nombre d'em-

ploi vulnérables y a sensiblement grimpé, de même qu'en Amérique Latine. En Afrique du Nord c'est le chômage des jeunes actifs qui demeure alarmant,

avec une moyenne de 23,6%. La marginalisation des jeunes, c'est d'ailleurs ce qui a amorcé la révolution tunisienne.

Source: Figaro, selon l'OIT.

Saâd Belghazi

«L'Exemple du Maroc peut servir à la Tunisie»



Economiste, consultant au BIT


► Comment la Tunisie s'est-elle retrouvée avec des inégalités et des taux de chômage et d'inflation aussi élevés?

La Tunisie connaît des inégalités à des niveaux très voisins de ceux observés au Maroc. Par contre, le taux d'inflation y est plus élevé, soit 3,8% en 2009, contre 1% dans le Royaume. Son taux de chômage est, certes, plus important, mais la situation de l'emploi ne semble pas y être plus sévère. Toutefois, au Maroc, l'importance de l'emploi agricole et informel permet d'absorber la pression sur le marché du travail. Du point de vue du modèle de croissance, la Tunisie dispose de conditions socioéconomiques très proches de celles du Royaume. Elle a choisi de se spécialiser dans les secteurs exportateurs agricoles et manufacturiers. L'économie informelle y a été, en revanche, combattue selon

la logique d'un Etat centralisateur et autoritaire. Ces choix étaient compatibles avec les gains de productivité. Ces derniers permettraient, à la longue, d'absorber les effets de la réduction de l'offre de travail, découlant du progrès de productivité. Mais selon trois conditions: une demande étrangère soutenue, des prix avantageux à l'export et une concurrence praticable pour une économie de petite taille. La Tunisie, fortement spécialisée et ouverte sur la mondialisation, est naturellement plus sensible à la baisse de la demande extérieure et à la chute des prix des produits exportés. Comment ces facteurs ont-ils affecté l'emploi et les prix en 2010? Il faudrait mener un travail de terrain pour le savoir. Mais, il est certain que la baisse des exportations industrielles en 2009 a durement affecté les travailleurs tunisiens.

► Son modèle économique est-il finalement défaillant?

Je ne pense pas que la défaillance provienne du modèle ou de la stratégie de croissance adoptée, mais plutôt

 *Il n'y a pas de modèle économique stable sans la promotion de la liberté syndicale et de la représentation professionnelle.* 

des conditions externes et internes de sa mise en œuvre. Le point clé est que la politique de transition de la Tunisie, orientée vers les gains de productivité, ne s'accompagne pas d'une croissance suffisante pour absorber le surplus de main d'œuvre, généré par la modernisation de l'économie. La crise financière et économique globale a accusé ce déficit. Par ailleurs, on ne peut pas imaginer un modèle économique stable sans la promotion de la liberté syndicale, de la représentation professionnelle et de la négociation collective. Les chômeurs, dont les jeunes de 15 à 24 ans, constituant une fraction importante en Tunisie et au Maroc, doivent être représentés et avoir un moyen d'expression et de négociation. Il appartient aux Etats de mettre en place des instances représentatives.

► Comment peut-elle réorienter ses choix?

L'exemple du Maroc peut servir à la Tunisie: augmenter le taux d'investissement (part de la Formation brute de capital fixe dans le PIB), et promouvoir l'économie locale et les petits métiers. Sur le moyen et long terme, il convient aussi de repenser la fiscalité et la formation des prix relatifs du capital, du travail et de la main d'œuvre. L'enjeu est l'orientation du choix des techniques. Si les entreprises investissent pour remplacer de la main d'œuvre par des équipements importés, la création d'emploi par unité de croissance économique sera plus faible. Il convient donc de subventionner plutôt l'amélioration de la force de travail que le coût des équipements. Cela implique des changements dans la Charte des investissements et celle du Fonds de développement agricole. Mais aussi une révision de la fiscalité, plus importante chez les mains d'œuvre qualifiées, et qui alimente le chômage des diplômés.

*Propos recueillis
par Ahlam NAZIH*